

## **Déclaration de la FSU**

### **CTA du 13 septembre 2022**

Monsieur le Recteur,

Comme évoqué avec vos services depuis quelques jours, les sections académiques et départementales des syndicats de la FSU sont contactées par les collègues qui ne parviennent pas à se procurer le carburant nécessaire pour effectuer le trajet domicile-travail, ou qui s'inquiètent de ne plus pouvoir s'approvisionner dans les jours à venir.

Dans ce contexte, nous vous demandons de faire en sorte que nos collègues bénéficient de la compréhension de leur administration s'ils doivent exceptionnellement être absents ou en retard. Notamment, nous demandons qu'il soit explicitement établi qu'aucun retrait de salaire pour service non fait ne soit effectué et que les éventuelles exigences de rattrapage restent raisonnables en fonction du temps de travail manqué.

Avant que les difficultés d'approvisionnement en carburant ne s'invitent dans les établissements scolaires, l'actualité était au déploiement du dispositif ayant pour vocation de révolutionner notre Éducation Nationale dans le cadre du CNR.

Le CNR tel qu'on le connaissait jusqu'à présent était le Conseil National de la Résistance. Il est resté dans l'histoire comme un dispositif fondateur du fonctionnement de notre État, avec une liste de réformes sociales et économique majeures. Il réunissait six partis politiques, deux grands syndicats et huit grands mouvements de Résistance. Ils s'unirent contre le gouvernement autoritaire de Vichy et trouvèrent une voie de construction d'une société solidaire dont nous gardons encore aujourd'hui, par exemple, la sécurité sociale.

Comment ne pas être interpellé par ce symbole repris par le président Macron avec « son » CNR, Conseil National de la Refondation ? Et puisque les mots ont un sens, comme en avait un celui de résistance, comment comprendre ce terme même de « refondation » ? Refonder signifie « reconstruire sur des bases, des valeurs nouvelles ».

Actuellement, la République française est en effet basée sur des valeurs qui sont la liberté, l'égalité et la fraternité. Nous en déduisons, s'il s'agit de « refonder » notre État, et au passage notre école, sur de nouvelles bases, avec de nouvelles valeurs, qu'il s'agit d'écarter notre belle devise et de mettre au placard, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Nous avons conscience que vous nous trouvez caricaturaux en entendant ça. Mais voilà, nous lisons le projet que ce CNR prévoit pour l'Éducation Nationale, et nous y trouvons toutes les confirmations de cette interprétation.

En effet, vous nous annoncez un « changement de paradigme » sur le long terme. On sait déjà donc qu'il ne s'agit pas d'ajouter quelque chose au système, de lui donner plus pour fonctionner, mais bien de le transformer, le refonder. Vous nous dites qu'il n'y a aucune pression à ressentir puisque, dans ce dispositif, rien ne nous oblige à résultat et vous nous annoncez 500 millions distribués sur 5 ans, sans que l'on ait aucune idée de la façon dont va être arbitrée la distribution. Ainsi, vous nous encouragez non seulement à entrer dans un fonctionnement qui va nous demander du travail, du temps, de l'investissement, sans savoir si l'on a la moindre chance d'en tirer quelque bénéfice et nous dites également que la pertinence de ce dispositif ne sera à aucun moment évalué et donc adopté d'office à long terme. Au vu des conditions de travail et d'apprentissage actuelles dans l'Éducation Nationale, aucun collègue ne peut se permettre de refuser catégoriquement et sans état d'âme cette source de financement. Où est donc passé la Liberté, si ce n'est de votre côté ? D'ailleurs, même si « l'établissement » doit être volontaire, aucune consultation de l'instance démocratique décisionnaire (conseil d'école ou conseil d'administration) n'est prévue. Lorsque, par ailleurs, on vous demande ce qui se passera si une partie des personnels est volontaire et une autre non, vous nous répondez « qu'aucun process n'est prévu dans ce cas ». En effet, pas besoin de prévoir quelque chose qui n'est pas voué à arriver. Ceux qui ne sont pas d'accord finiront pas l'être, avec plus ou moins de bonne volonté. Autrement dit, à chaque problème sa solution, s'il n'y a pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème. On en a donc cette fois fini avec la liberté. Pour l'égalité, soyons clair, c'est un projet qui doit prendre place dans le territoire de l'établissement, avec les acteurs locaux, les associations, les collectivités, les élus, les entreprises... donc inutile de vous faire de dessin, tous n'auront pas les mêmes projets ou possibilités. Exit l'égalité. Mais ce qui est merveilleux, c'est que pour participer il suffit de rentrer dans un de ces trois axes : favoriser l'égalité des chances, favoriser la réussite des élèves et/ou le bien-être et le climat scolaire. Mais nous allons vous annoncer un scoop qu'il faudra faire remonter parce que ça pourrait intéresser dans les ministères : c'est exactement ce qu'on fait chaque minute, de chaque jour, de chaque semaine, de chaque mois, de chaque année scolaire. Notre vie

professionnelle entière est tournée vers ces objectifs, ce n'est pas un projet de territoire, c'est celui d'une vie. Alors peut-être devrions nous tous bénéficier de ce fond. Mais voilà, un calcul assez savant nous a permis de voir que si tous en bénéficiaient, cela reviendrait à financer pour chaque élève 7,80 €. Actuellement un élève coûte 8350 euros par an, ce qui donne une augmentation de moins d'un pour mille. Il y aura donc des favorisés (et je rappelle qu'on ne sait sur quel critère). Voilà un sort fait à la fraternité. Question subsidiaire, à la fin de la fin, dans les poches de qui vont « ruisseler » ces 500 millions ?

La FSU a un projet ambitieux pour l'Éducation Nationale à travers les mandats de ses différentes organisations syndicales représentatives des personnels avec plus d'équité pour les élèves et des meilleures conditions d'apprentissage avec un nombre réduit d'élèves par classe ; avec de meilleures conditions de travail pour les collègues qu'ils travaillent ou non au contact des élèves ; avec plus de temps de préparation, de correction et de concertation pour les professeurs afin de respecter la liberté pédagogique et de s'adapter aux besoins de chaque élève ; avec une vraie scolarité pour tous, une inclusion qui a les moyens de fonctionner, un collège unique qui a des moyens à la hauteur de ses ambitions et un lycée qui permette aux jeunes gens de s'épanouir intellectuellement et de prendre le temps de construire leur avenir. Voilà de quoi a besoin notre Éducation, voilà de quoi a besoin notre pays, pas d'une « refondation », mais que l'on fasse exister ses valeurs : Liberté, Égalité, Fraternité.